
Analyse du secteur bancaire algérien: un secteur mal-développé, dans une économie à fort besoin de financement

Analysis of the Algerian banking sector: a poorly developed sector, in an economy with a strong need for financing

GUENDOUL Farouk*

Université de Tizi Ouzou - Algérie

faroukguendoul@gmail.com

Received: 08/01/2023

IGUERGAZIZ Wassila

Université de Tizi Ouzou - Algérie

wassila.iguergaziz@ummo.dz

Accepted: 18/03/2023

Published: 31/03/2023

Résumé:

Dans le but d'analyser l'importance du secteur bancaire dans l'économie algérienne, nous avons réalisé cette étude qui vise à vérifier son implication dans le financement de l'activité économique du pays. Nous mettons également en exergue ses points forts et ses points faibles.

L'étude a montré que le niveau de modernisation du secteur bancaire algérien reste faible et sa contribution dans le financement de l'économie algérienne est insuffisante. Le secteur bancaire privé reste également mal-développé et peu impliqué dans le financement. Enfin, les textes réglementaires défavorisent le financement et pénalise l'acte du banquier.

Mots clés: Secteur bancaire et financier, commerce extérieur, modernisation, PIB, exportations, importations.

Codes de classification Jel : G21, P33.

Abstract:

In order to analyze the importance of the banking sector in the Algerian economy, we have conducted this study which aims to verify its involvement in the financing of the country's economic activity. We also highlight its strengths and weaknesses.

The study showed that the level of modernization of the Algerian banking sector remains low and its contribution to the financing of the Algerian economy is insufficient. The private banking sector also remains underdeveloped and little involved in financing. Finally, the regulatory texts are unfavorable to financing and penalize the banker's act.

Keywords: Banking and financial sector, foreign trade, modernization, GDP, exports, import

Jel Classification Codes: G21, P33

*Auteur correspondant.

1. Introduction :

Pour assurer un niveau de vie élevé, tout Etat se préoccupe de maintenir sa croissance économique à un taux élevé, ce taux est mesuré par l'évolution du Produit Intérieur Brut(PIB), qui reflète la santé économique du pays.

En 2020, le PIB algérien a connu un taux de croissance négatif de -5,1 % (Bazizi. Y. (dir.), 2021, p. 14). Si la conjoncture mondiale de 2019, en l'occurrence « la Covid-19 », n'est pas la principale cause de cette mauvaise performance, elle en est une partie de l'explication.

Dans son article, (Álvarez, 2010) montre que la dépendance de l'Algérie vis-à-vis du secteur des hydrocarbures rend l'économie du pays vulnérable face aux chocs pétroliers. C'est le cas de la crise pétrolière de 2014, qui s'est répercutée sur les années à venir.

En l'absence d'un marché financier dynamique en Algérie, la banque joue un rôle primordial dans la relance de l'économie, à travers le financement des différents agents économiques

Le secteur bancaire algérien, comme d'autres secteurs, a connu de vastes réformes visant à assurer une meilleure intermédiation entre les agents économiques qui ont une capacité de financement et ceux qui ont en besoin (Benslimane & Bakreti, 2017).

Dans un contexte de relance économique, notre problématique s'articule autour du niveau d'intermédiation financière entre les différents acteurs de l'économie et le degré de financement de l'économie.

Nous avons entrepris une enquête sur l'ensemble des banques publiques et privées de la place durant la période 2010-2020, ce qui nous a conduits à poser la problématique suivante :

Le secteur bancaire algérien finance-t-il suffisamment l'économie ?

Cette problématique soulève les questions sous-jacentes à savoir :

- Quelle est la situation économique de l'Algérie durant la décennie 2010-2020 ?
- Quelle est l'apport des banques privées dans le financement de l'économie algérienne ?
- Le secteur bancaire est-il suffisamment modernisé ?
- La réglementation algérienne représente-t-elle un frein pour la relance économique ?

Nous avons également émis les hypothèses suivantes :

H1: La contribution du secteur bancaire dans le financement de l'économie algérienne est insuffisante.

H2 : Les banques privées installées en Algérie représentent une menace pour les banques publiques.

H3 : La réglementation algérienne freine le processus de financement de l'économie

H4 : le système bancaire est suffisamment modernisé

L'ossature de notre travail est constituée de deux axes, le premier consiste à analyser la situation économique algérienne, quant au deuxième, il étudie le système bancaire algérien.

1. Analyse de la situation économique et l'impact de la crise pétrolière de 2014 sur l'économie algérienne

L'Algérie dispose d'une économie rentière très volatile. Les recettes des hydrocarbures représentent, en moyenne, sur la période 2004-2020 :93% des recettes d'exportations, 43% des recettes fiscales et 21% du PIB (Direction générale du Trésor, 2021).

2.1 La balance commerciale

La balance commerciale représente la différence entre les exportations globales et les importations, elle fait apparaître un déficit sur les six dernières années (2015-2020), après avoir enregistré un solde positif pendant la première période (2010-2014).

Tableau N°1 : Balance commerciale de l'Algérie entre 2010 et 2020

Unité: Milliards de dollars

Années	Exportations des hydrocarbures	Exportations globales	Importations	Balance commerciale	Taux de recouvrement en pourcentage (%)
2010	55,7	57,053	40,472	16,58	141
2011	71,42	73,489	47,247	26,24	156
2012	71,79	73,981	46,801	27,18	158
2013	62,84	64,974	55,028	9,95	118
2014	60,30	62,886	58,580	4,306	107
2015	32,69	34,668	51,702	-17,03	67
2016	27,1	28,883	46,727	-17,84	62
2017	33,27	35,191	46,059	-10,87	76
2018	38,87	41,797	46,330	-4,53	90
2019	33,24	35,824	41,934	-6,11	85
2020	22	23,797	34,392	-10,60	69

Source : Réalisé par nous-mêmes à partir des rapports périodiques du Ministère des Finances, Direction Générale des Douanes (2022).

Le tableau ci-dessus montre que, sur la période 2010-2020, les exportations globales de l'Algérie se constituent principalement des exportations des hydrocarbures. Tout en fluctuant sur la même période.

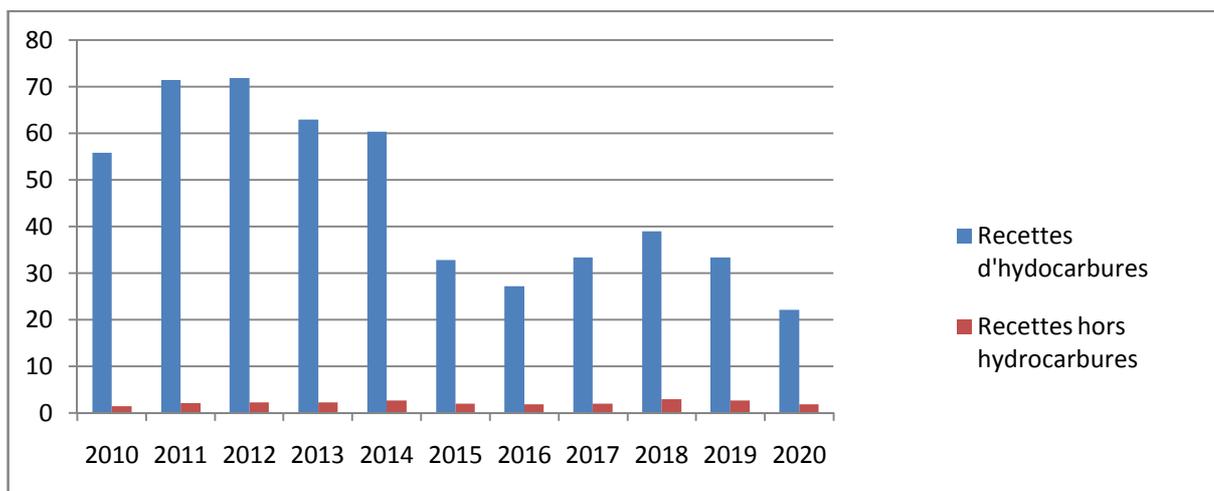
les exportations globales ont diminué de 57,053 milliards de dollars en 2010 à 23,797 milliards de dollars en 2020.

Le graphique ci-dessous montre, la dépendance de l'Algérie vis-à-vis des recettes des hydrocarbures entre 2010 et 2020.

Analyse du secteur bancaire algérien : un secteur mal-développé, dans une économie à fort besoin de financement

Figure N°1 : Evolution des recettes d'exportations de l'Algérie sur la période 2010-2020

Unité: Milliards de dollars.



Source : Réalisé par nous-mêmes à partir des rapports périodiques du Ministère des Finances, Direction Générale des Douanes.

De leur côté, les importations de l'Algérie ont suivi une tendance haussière sur la période 2010-2014 de 40,472 à 58,580 milliards de dollars. Entre 2015 et 2020, la valeur des importations est supérieure aux exportations globales, ce qui a imposé la réduction de ceux-ci par l'Etat.

Le taux de recouvrement nous renseigne sur la part des importations couvertes par les exportations globales sur la même année. Un pourcentage supérieur à 100% signifie que les exportations globales couvrent la totalité des importations, ce qui est le cas de la période 2010-2014, tandis que, la seconde période (2015-2020) a enregistré un taux inférieur à 100%, ce qui explique la détérioration des réserves de changes que nous allons aborder ci-après.

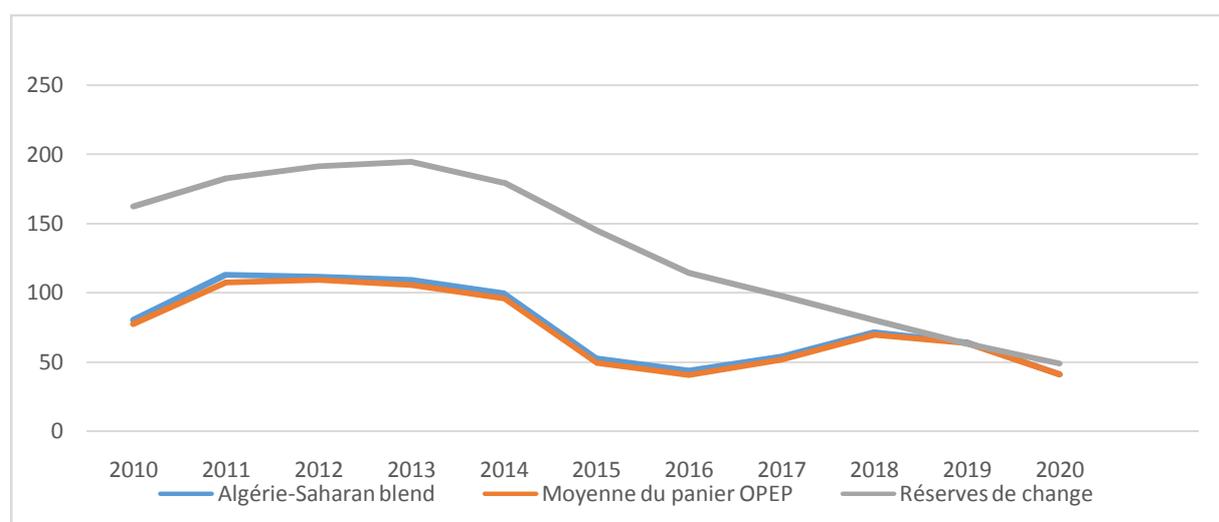
2.2 Les réserves de change

Selon le (Fonds Monétaire International [FMI], 2013), Les réserves de change sont «les actifs extérieurs que les autorités monétaires contrôlent directement et dont elles peuvent disposer immédiatement pour répondre à des besoins de financement de la balance des paiements, pour intervenir sur les marchés de change afin d'influer sur le taux de change, ainsi que pour d'autres besoins connexes (par exemple, maintenir la confiance dans la monnaie et dans l'économie, et permettre d'emprunter à l'étranger)».

Les réserves de change de l'Algérie dépendent fortement du prix du baril du pétrole, le graphique en ci-dessous décrit leur évolution sur la période 2010-2020.

Figure N°2 : Evolution des prix du baril du pétrole et des réserves de change

Unité: milliards de dollars



Source : Réalisé par nous-mêmes à partir des graphiques : « OPEC Basket Price », par OPEC. « Total des réserves sans l'or Algeria », par la Banque mondiale

Ce graphique montre la dégradation des prix du baril du pétrole, suivie par une dégradation des réserves de change de l'Algérie entre 2010 et 2020.

En effet, le prix du baril passe de 80,35 dollars en 2010 à 41,83 dollars en 2020, tout en fluctuant sur la même période, en 2011 il a atteint son apogée avec 112,92 dollars le baril.

Quant aux réserves de change, elles ont suivi le même trend que le cours du baril sur la même période. Elles ont enregistré une chute drastique passant de 162,2 milliards de dollars en 2010 à 42 milliards de dollars en 2020, où elles ont atteint leur niveau minimum. Elles ont atteint leur pic en 2013 avec 194 milliards de dollars.

2.3 Evolution du produit intérieur brut

Dans son article, (Fontanel, 2020) indique que le PIB a été créé par Simon Kuznets en 1932, pour mesurer l'effet de la grande dépression sur l'économie américaine. (Andersen, 2017) Le définit comme la valeur monétaire de la production totale de biens et de services dans une économie sur une période spécifique, généralement un trimestre ou une année. Il existe trois manières de le mesurer (Andersen, 2017, p. 18):

PIB optique production = valeurs ajoutées marchandes et non marchandes + impôts sur les produits nets de subventions si évaluation au prix du marché

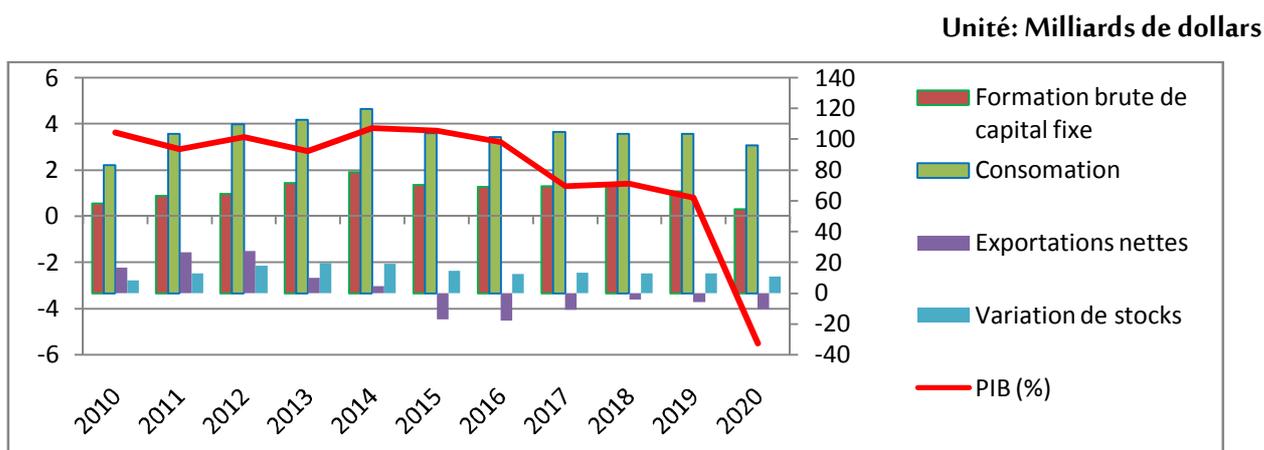
PIB optique revenus = Rémunération des salariés + excédent brut d'exploitation + revenus mixtes + impôts sur la production et les importations nets de subventions

PIB optique demande = Consommation finale + formation brute de capital fixe + variation des stocks + exportations – importations.

Le graphique ci-dessous mesure le PIB algérien selon l'approche par la demande sur la période 2010-2020.

**Analyse du secteur bancaire algérien : un secteur mal-développé,
dans une économie à fort besoin de financement**

Figure N°3 : Evolution du PIB optique Demande



Source : Réalisé par nous-mêmes à partir des données ouvertes de la Banque mondiale

2. Analyse du système bancaire algérien

Le système bancaire se situe au cœur de toute économie, il intervient dans son financement à travers une intermédiation financière qui consiste à collecter des dépôts et octroyer des crédits. Ce secteur a connu de vastes réformes depuis sa création à nos jours.

2.1. La structure du système bancaire algérien

En 2022, le secteur bancaire algérien compte 20 banques, dont 6 banques publiques et 8 établissements financiers. Selon l'article 83 de l'ordonnance 03/11 du 26 août 2003, les banques et les établissements financiers de droit algérien doivent être constitués sous forme de société par actions (SPA). Néanmoins, avec l'autorisation du conseil de la monnaie et du crédit, ils peuvent prendre la forme d'une mutuelle. A cet effet, toutes les banques et les établissements financiers ont la forme d'une SPA à l'exception de la caisse nationale de mutualité agricole.

Tableau N° 2 : Structure du système bancaire algérien en 2022

Banques	Date d'agrément ou de création	Capital en milliards de dinars
Les banques publiques		
Banque Nationale d'Algérie	Créée le 13 juin 1966	150
Crédit Populaire d'Algérie	Créée en 1966	48
Banque Extérieure d'Algérie	Créée le 01 octobre 1967	230
Banque de l'Agriculture et du Développement Rural	Créée le 13 mars 1982	54
Banque de Développement Local	Créée en 1982	73
Caisse Nationale d'Epargne et de Prévoyance	Créée le 10 août 1964	46
Les banques privées		
Banque al Baraka d'Algérie	Créée le 20 mai 1991	20
Citibank N.A- Algeria (Succursale de banque)	Agréée en 1992, ouverture d'une succursale en 1998	IND

Arabe banking corporation-Algeria	Agréée en décembre 1998	20
Natexis-Algérie	Agréée en 2000	20
Société générale-Algérie	Agréée en 2000	20
Arabe Bank PLC-Algeria	Agréée en 2001	IND
BNP Paribas Al-Djazair	Agréée en 2002	20
Trust Bank-Algeria	Agréée en 2002	20
The Housing Bank For Trade And Finance-Algeria	Agréée en 2003	20
Gulf Bank-Algérie	Agréée en 2004	20
Fransabank Al-Djazair	Agréée en 2010	20
H.S.B.C-Algeria (succursale)	Agréée en 2008	IND
AL salam Bank-Algeria	Agréée en 2008	20
Crédit Agricole Corporate & Investment Bank- Spa	Agréée le 9 mai 2007	IND
Les établissements financiers		
Société de refinancement hypothécaire	Agréé le 27 novembre 1997	IND
Société financière d'investissement, de participation et de placement - Spa (Sofinance)	Agréé en 2001	10
Arab Leasing Corporation	Créé en octobre 2001	6,5
Maghreb Leasing Algérie	Créé en 2006	6,5
Caisse Nationale de Mutualité Agricole	Créé en 1972	6,5
Société Nationale de Leasing-SPA	Créé en 2010	6,5
Ijar Leasing Algérie-SPA	Créé 2012	6,5
El Djazair Ijar-SPA	Agréé le 02 août 2012	6,5

Source : Réalisé par nous-mêmes à partir des données collectées auprès de différents banques et établissements financiers

IND : information non disponible.

2.2. Taille des banques

La taille de la banque est un élément essentiel pour connaître l'importance de cette banque dans l'économie nationale, elle se mesure par le total actif, En Algérie, pratiquement les six banques publiques dominant avec 86 % du total actif de tout le système bancaire algérien contre 14 % pour les banques privées. Le tableau ci-dessous révèle la taille et le nombre d'agences de chaque banque publique ou privée.

**Analyse du secteur bancaire algérien : un secteur mal-développé,
dans une économie à fort besoin de financement**

Tableau N°3 : Taille des banques et leurs réseaux d'agences en 2020

Unité : en milliards de dinars

	Total actif	Réseau
Banques publiques		
BADR	1 576	326
CNEP	1 900	219
BNA	3 440	218
BDL	1 000	155
CPA	2 514	160
BEA	3 000	101
Total	13 430	1 179
Banques privées		
SGA	385	91
BNP	275	63
AGB	288	61
AL BARAKA	262	32
NATIXIS	180	28
ABC	83	24
TRUST	80	27
AL SALAM	90	20
FRANSABANK	92	12
HOUSING	85	7
HSBC	60	3
Citibank N.A	120	12
Arabe Bank PLC	100	11
Crédit Agricole Corporate&Investment Bank	90	4
Total	2190	395

Source : Réalisé par nous-mêmes à partir des données collectées auprès des banques privées en 2021.

2.3. Ratio d'activité bancaire

Le ratio d'activité bancaire est un indicateur de la taille du système bancaire, il mesure la capacité des banques à mobiliser leurs ressources internes disponibles. Il se calcule par la relation suivante : $R =$

$$\frac{\text{total actif}}{\text{PIB}} \times 100$$

Le total actif du système bancaire algérien (banques publiques et privées) a atteint 15 620 milliards de dinars en 2020, le ratio d'activité bancaire algérien représente 85 % du PIB selon les données du tableau n°3 et la figure n°3.

L'Algérie dispose d'un ratio d'activité bancaire faible en comparaison avec nos voisins Marocains et Tunisiens, avec 137 % et 110 % respectivement. La France quant à elle, la taille de son secteur bancaire est 4 fois plus importante que le PIB du pays.

2.4. Taux de bancarisation

Une meilleure couverture bancaire sur tout le territoire national facilitera l'accès aux différents services bancaires, ce qui permettra de capter plus de clients. Dans leur ouvrage, (Bekolo, Etoundi Eloundou, & Montalieu, 2007) précisent que le taux de bancarisation représente le pourcentage de la population ayant accès aux services bancaires et s'exprime ainsi :

Taux de

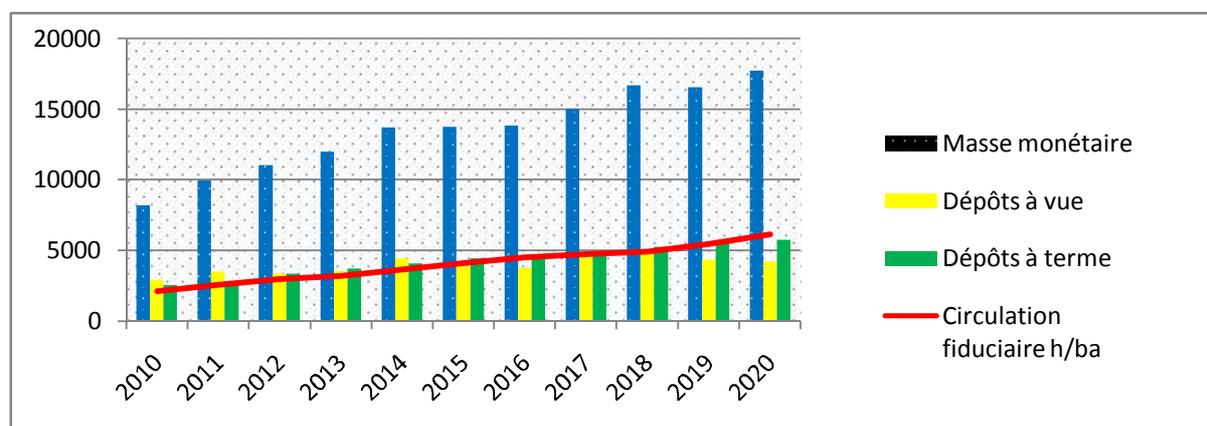
Jeune Afrique, (2022) précise que le taux de bancarisation en Algérie, ne dépasse pas 50 %. Il demeure toujours faible par rapport à nos voisins Tunisiens et Marocains, avec un taux de 85 % et 78 % respectivement. Ce qui signifie que, plus de 50 % des Algériens n'ont pas accès aux services bancaires.

Le taux de bancarisation est l'un des éléments qui démontre et booste le niveau de l'inclusion financière au sein d'un système bancaire donné (Servet, 2006). Une forte inclusion financière permettra aux banques d'absorber une partie de la quantité de la monnaie fiduciaire qui circule hors circuit bancaire (voir le graphique ci-après), qui représente environ 34,73 % de la masse monétaire globale, soit 6140,7 milliards de dinars fin 2020 (Banque d'Algérie, 2022).

Ce taux réduit de bancarisation peut être dû à la faible couverture bancaire sur le territoire algérien, avec une agence pour 27500 habitants, qui est loin derrière la norme internationale, avec une agence pour 8000 habitants (Servet, 2006).

Figure N° 4 : Evolution de la masse monétaire et ses composantes en Algérie sur la période 2010-2020

Unité: Milliards de dinars



Source : Réalisé par nous-mêmes à partir des « Bulletins Statistiques Trimestriels », de la banque d'Algérie (2022).

Analyse du secteur bancaire algérien : un secteur mal-développé, dans une économie à fort besoin de financement

Le graphique ci-dessus nous montre l'évolution importante de la masse monétaire (116 %) durant la période 2010-2020, avec une stagnation entre 2014 et 2016 et une légère baisse en 2019.

La circulation fiduciaire hors banque a augmenté de 192 % durant la période 2010-2020. Pour atteindre 34,73 % de la masse monétaire, soit 6140,7 milliards de dinars en 2020, contre 25,71 % en 2010. L'augmentation des dépôts à terme est plus importante que celle des dépôts à vue, avec 127 % et 47 % respectivement dans la période 2010-2020.

2.5. Faible du niveau de modernisation

L'utilisation de la monétique : les cartes, les distributeurs automatiques de banque (DAB), les guichets automatiques de banque (GAB) ainsi que les terminaux de paiement électroniques (TPE) permet une meilleure traçabilité des opérations d'achat et de vente et élimine une bonne partie de la circulation de la monnaie fiduciaire hors circuit bancaire.

En Algérie, selon les données statistiques de (Algérie Presse Service, 2020), le nombre des cartes bancaires distribué demeure trop faible avec 10.796.233 cartes, le nombre des TPE est encore plus faible, 38.989 TPE pour 2.126.349 de commerçants. Le nombre des web-marchands, quant à lui, ne dépasse pas 130 web. Parmi les facteurs qui freinent l'utilisation des outils numériques, nous trouvons² :

- la préférence du cash pour certains individus réduit l'utilisation de la carte bancaire ;
- le manque de sensibilisation et de publicité ;
- le nombre réduit de TPE et de sites web-marchands, ce qui rend le champ d'utilisation de la carte bancaire trop petit, il est limité aux opérations de retrait en grande partie ;
- le refus de ce mode de paiement par certains commerçants pour éviter la traçabilité et frais supplémentaires tels que l'achat de TPE, frais d'installation, de fonctionnement et de réparation en cas de panne, sachant que, certaines banques comme la CNEP banque le propose gratuitement ;
- la non application de l'article 111, de la loi de finance 2018, qui impose de mettre à la disposition des clients des TPE et que toute infraction des commerçants est puni par une amende de 50.000 DA. Cela peut être dû à l'insuffisance de la quantité des TPE disponibles en stock.

2.6. Intermédiation financière

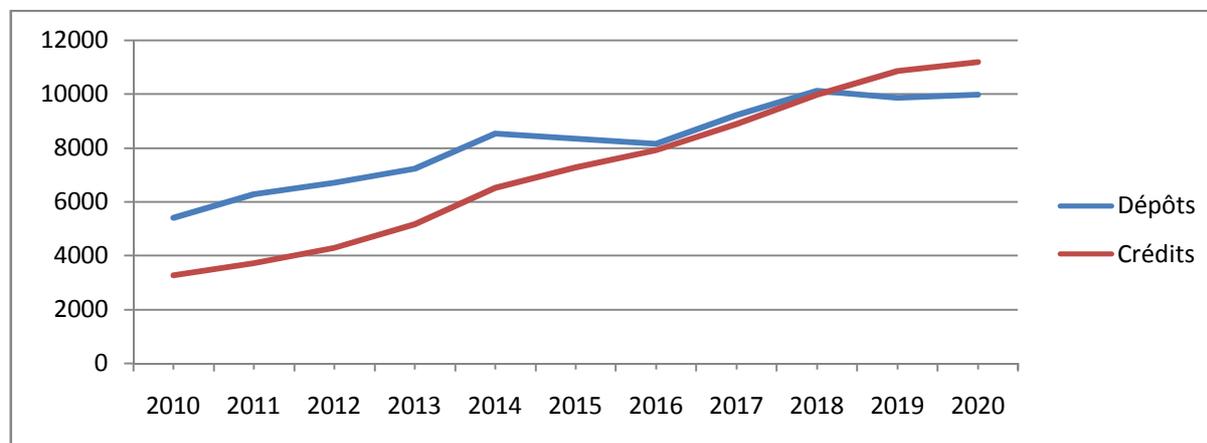
La surliquidité bancaire et la sous-liquidité bancaire sont des situations préoccupantes pour les autorités monétaires d'un pays. La première complique l'efficacité de la politique monétaire et est souvent associée à une période de ralentissement ou de crise économique. La seconde fait craindre des paniques bancaires, qui peuvent

² Selon les déclarations d'un responsable au sein de la direction régionale de la CNEP de Tizi-Ouzou, entretien effectué le 11/10/2021 à 14H00.

entraîner des ruées sur les dépôts, débouchant parfois sur des crises bancaires (Doumbia, 2011). Après avoir enregistré une surliquidité dans les années antérieures, en 2019 et 2020, une sous-liquidité est visible à travers le graphique ci-dessous.

Figure N° 5 : Intermédiation bancaire du système bancaire algérien sur la période 2010-2020

Unité: Milliards de dinars



Source : Réalisé par nous-mêmes à partir des Bulletins Statistiques Trimestriels de banque d'Algérie. (2022).

Le graphique montre une situation de sous-liquidité des deux dernières années, après un recul des dépôts dans les deux périodes (2014 - 2016) et (2018-2020). Ce recule peut être justifié par, la chute des revenus pétroliers, la baisse des réserves de change et la crise sanitaire (Covid-19) (M'Bida, 2020).

2.6.1. Dépôts du système bancaire algérien

Malgré leur tendance haussière, les dépôts des fonds auprès des banques constituent un lourd problème, dans une économie à fort besoin de financement et une circulation fiduciaire hors banque très importante (voir tableau ci-après) les raisons peuvent être :

- l'absence de la banque de proximité ;
- faible niveau des moyens et outils de paiements sophistiqués mis à la disposition des clients (cartes bancaires, application banque mobil...);
- manque de sensibilisation et publicité ;
- la mauvaise qualité des produits et services bancaires offerts à la clientèle ;
- certaines lois ont aussi contribué à l'apparition de cette masse monétaire hors circuit bancaire, parmi ces lois on trouve :
 - ✓ la non convertibilité des devises au-delà de 15.000 DA comme allocation de voyage crée un besoin d'achat des devises au marché parallèle, d'autre part;
 - ✓ L'ordonnance 03-11 du 26 août 2003, relative à la monnaie et au crédit impose de justifier la provenance de grandes sommes d'argent, mais cette exigence est supprimée par une directive de la Banque d'Algérie en 2018.

**Analyse du secteur bancaire algérien : un secteur mal-développé,
dans une économie à fort besoin de financement**

Tableau N°4 : dépôts des fonds du système bancaire algérien sur la période 2010-2020

Unité: Milliards de dinars

Années	Dépôts	Dépôts/PIB	Circulation fiduciaire	Circulation fiduciaire / PIB
2010	5395	35,4	2099	13,8
2011	6283	40,1	2572	16,4
2012	6690	41,3	2952	18,2
2013	7229	43,4	3204	19,2
2014	8519	49,3	3659	21,2
2015	8335	46,5	4108	22,9
2016	8142	44	4497	24,3
2017	9208	49,1	4717	25,2
2018	10113	53,3	4927	26
2019	9844	51,4	5438	28,4
2020	9963	54,8	6141	33,8

Source : Réalisé par nous-mêmes à partir des Bulletins Statistiques Trimestriels de la banque d'Algérie (2022).

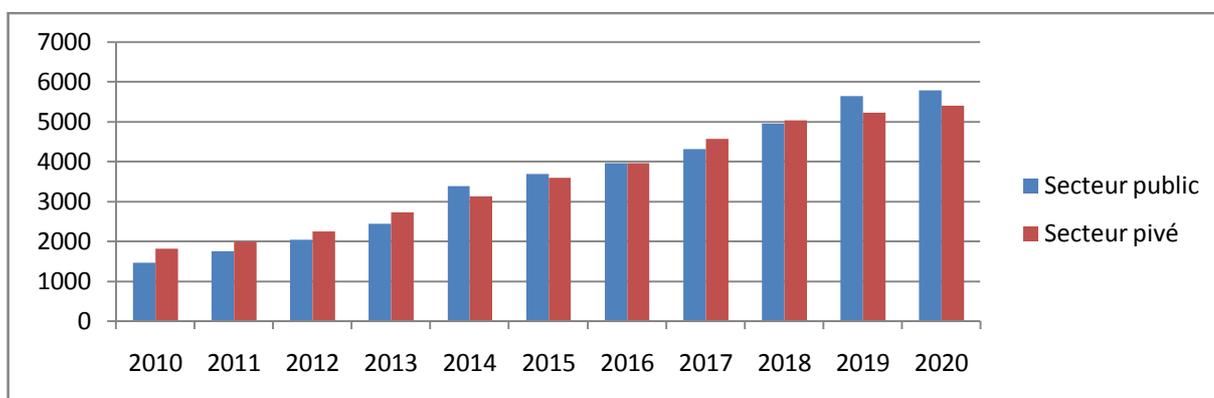
Le tableau montre l'évolution rapide de la circulation fiduciaire hors circuit bancaire de 13,8 % de PIB en 2010 à 33,8 % de PIB en 2020. Même tendance haussière pour les dépôts, de 35,4 % de PIB en 2010 à 54,8 % de PIB en 2020, avec un ralentissement dans les années 2015,2016 et 2019.

2.6.2. Financement de l'économie

La part de financement de l'économie algérienne est croissante (voir le graphique en infra), mais demeure toujours faible (voir le tableau ci-dessous).

Figure N° 6 : Répartition des crédits à l'économie algérienne par secteur sur la période 2010-2020

Unité: Milliards de dinars



Source : Réalisé par nous-mêmes à partir des Bulletins Statistiques Trimestriels de la banque d'Algérie (2022).

Le graphique ci-dessus nous montre l'évolution des crédits à l'économie, les crédits octroyés aux deux secteurs dans la période 2010-2020 sont plus au moins équivalents. Le secteur public l'emporte dans les deux

dernières années, avec 5.636 milliards de dinars contre 5.221 milliards de dinars pour le secteur privé en 2019 et 5.781 milliards de dinars contre 5.401 milliards de dinars pour le secteur privé en 2020.

Tableau N°5 : Les crédits à l'économie en pourcentage de PIB sur la période 2010-2020.

Années	Crédit privé / PIB	Crédit public / PIB	Crédit total / PIB
2010	11,86	9,59	21,45
2011	12,65	11,11	23,77
2012	13,86	12,59	26,45
2013	16,34	14,61	30,95
2014	18,05	19,55	37,60
2015	20,01	20,56	40,57
2016	21,38	21,35	42,73
2017	24,36	22,99	47,35
2018	26,54	26,08	52,62
2019	27,27	29,44	56,71
2020	29,73	31,81	61,54

Source : Réalisé par nous-mêmes à partir des données des Bulletins Statistiques Trimestriels de la banque d'Algérie (2022).

Le tableau montre le rapprochement de taux des crédits/PIB octroyés aux deux secteurs (public et privé), ce qui explique que, les banques algériennes ne misent pas sur le secteur privé comme secteur clef de relance économique.

Certes, le taux de crédit à l'économie est en constante croissance, mais il demeure toujours faible pour répondre aux besoins de tous les agents économiques. En comparaison avec nos voisins Tunisiens en 2020, le ratio crédit total/PIB a atteint 82,63 %.

2.7. Investissement:

La notion de crédit est intimement liée à la notion de la consommation et de l'investissement, qui sont les deux principales composantes de la demande globale, $D=C+I$.

Les banques, en effet, octroient des crédits à la consommation et d'investissements aux différents acteurs économiques des secteurs public et privé, pour stimuler la croissance économique du pays.

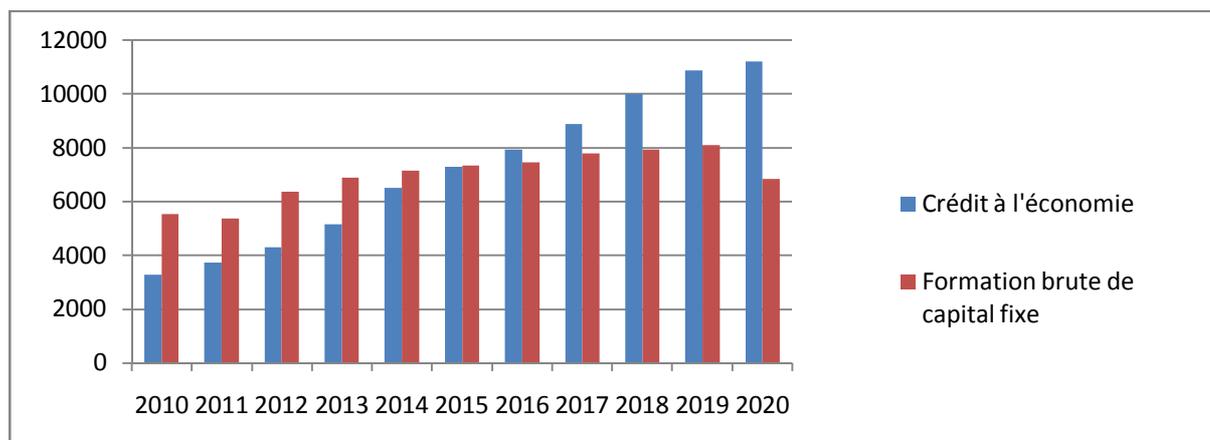
En plus d'être une composante de la demande globale, l'investissement est également un facteur de production, il est souvent considéré comme le moteur de la croissance économique dans la mesure où il accroît les capacités productives du pays et améliore sa productivité.

En comparaison avec la valeur des crédits à l'économie qui a considérablement augmenté, l'évolution de l'investissement demeure toujours faible en Algérie (voir la figure ci-dessous).

Analyse du secteur bancaire algérien : un secteur mal-développé, dans une économie à fort besoin de financement

Figure N° 7 : Evolution de l'investissement national par rapport aux crédits à l'économie nationale

Unité: Milliards de dinars



Source : Réalisé par nous-mêmes à partir des Bulletins Statistiques Trimestriels de la banque d'Algérie (2022) et les données du graphique « formation brute de capital fixe de la banque mondiale (2022).

Le graphique ci-dessus nous montre que, les crédits consentis par l'ensemble des banques à l'économie nationale n'ont pas été accompagnés par une forte augmentation de la formation brute de capital fixe, ce qui signifie que, le secteur bancaire octroie des crédits à la consommation beaucoup plus que, des crédits d'investissements.

Parmi les obstacles qui freinent l'investissement on trouve :

- la pénalisation de l'acte de gestion qui constitue un élément de blocage pour l'investissement public, notamment, les articles 26 et 119 bis de la loi n° 01-09 du 26 juin 2001;
- la lenteur et les exigences des procédures administratives. Le guichet unique « calpiref »³ prend en charge, à lui seul, tous les dossiers d'investissements, ce qui rend les délais de traitements longs ;
- la coopération des spécialistes dans certains domaines - tels que : le ministère de l'énergie dans les projets qui concernent l'énergie, des spécialistes du secteur de l'hydraulique dans les projets qui concernent l'hydraulique -avec la « calpiref » est absente⁴. Cette coopération permet de porter assistance et partager l'expérience dans le but de promouvoir les nouveaux projets ;
- dans certains cas, la nature dominante des terrains (montagnes), la propriété privée des terrains ou bien, la viabilité des terrains disponibles (eau, électricité...) ralentissent le démarrage des nouveaux projets.⁵

³Le calpiref: est un bureau unique au niveau de la wilaya, il s'occupe des Études de Projets et du Développement de l'Investissement.

⁴ Selon les déclarations d'un responsable au sein de calpiref de la wilaya de tizi-ouzou, entretien effectué le 2, à 09H30/11/2021.

⁵ Selon les déclarations d'un responsable au sein de la calpiref de la wilaya de tizi-ouzou, entretien effectué le 23/11/2021, à 09H30.

2.8. Politique fiscale:

La nouvelle loi de finance pour l'année 2021, qui vise le renforcement des recettes publiques à travers l'augmentation des taxes, pourra conduire d'autres commerçants à intégrer le marché parallèle du fait de surtaxation.⁶

Le plus judicieux, c'est d'élargir l'assiette imposable à travers :

- La baisse des taxes ;
- Prise de nouvelles mesures de contrôle des activités économiques ;
- Numérisation des secteurs de la fiscalité, du commerce et de l'industrie.

Tout cela entre dans le cadre d'une tentative d'absorption de la monnaie fiduciaire hors circuit bancaire.

3. Conclusion:

D'après l'analyse de la situation économique du pays, les statistiques sont en constante dégradation : baisse du PIB, des réserves de changes et des recettes en particulier pétrolières. Cette dégradation est une conséquence de la dépendance de l'Etat vis-à-vis aux hydrocarbures.

La diversification de l'économie algérienne est une priorité que les banques doivent assurer à travers le financement, suffisant, de l'économie.

Pour répondre à la problématique que nous avons posée au départ, qui est : **le secteur bancaire algérien finance-t-il suffisamment l'économie ?** Nous avons mené une enquête sur le terrain auprès des banques (publiques et privées) et les établissements financiers. Les résultats obtenus montrent que :

Le ratio d'activité bancaire en Algérie représente 85 % du PIB qui demeure faible par rapport à nos voisins Marocains et Tunisiens, avec des ratios qui s'élèvent respectivement à 137⁷ % et 110 %⁸.

Le taux de bancarisation, en Algérie, ne dépasse pas 50 %, il demeure aussi faible par rapport à nos voisins Tunisiens et Marocains, avec un taux de 85 %⁹ et 78 %¹⁰ respectivement.

⁶ Selon les déclarations d'un responsable au sein de la CPA, Alger, entretien effectué en 2021.

⁷ Calculé par nous-même à partir de « Bilan des banques conventionnelles », par la Banque Centrale du Maroc. (2020). bkam (BANK AL-MAGHRIB). <https://www.bkam.ma/Statistiques/Statistiques-sur-le-secteur-bancaire/Bilans-agreges/Bilan-des-banques-conventionnelles?month=12&year=2020&block=010eb7cbde5c48a0b6c8bb6a4ed8ba01>. Et des chiffres du graphique « PIB (en unités de devises locales courantes) – Morocco », par la Banque mondiale. (2022). Données banque mondiale. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CN?locations=MA>.

⁸ Calculé par nous-même à partir de « Rapport annuel 2021 », par la Banque Centrale de Tunisie. (2021). Bct. https://www.bct.gov.tn/bct/siteprod/documents/RA_fr.pdf. Et des données de « PIB (en unités de devises locales courantes) – Tunisia », par la banque mondiale. (2022). Données banque mondiale. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CN?end=2021&locations=TN&start=2015>.

⁹ Selon le rapport de la Banque Centrale de Tunisie, (2021).

¹⁰ Selon les données du bulletin statistique de la Banque Centrale du Maroc, (2020).

Analyse du secteur bancaire algérien : un secteur mal-développé, dans une économie à fort besoin de financement

Les deux dernières années (2019 et 2020) le secteur bancaire algérien enregistre une situation de sous-liquidité.

Alors, le secteur bancaire enregistre une contre-performance sur le plan intermédiation financière, cela revient au faible développement de réseau bancaire et à l'aspect culturel des agents économiques qui est la préférence pour la liquidité.

Ainsi, notre première hypothèse H1: la contribution du secteur bancaire dans le financement de l'économie algérienne est insuffisante est affirmée.

Le secteur bancaire privé reste mal-développé et occupe une place moins importante que le secteur public qui domine avec 86 % de total actif de tout le système bancaire. De ce fait, la deuxième hypothèse, H2 : les banques privées installées en Algérie représentent une menace pour les banques étatiques, est infirmée.

Quant à la troisième hypothèse, H3 : le secteur bancaire algérien est suffisamment modernisé, est également infirmée. En fait, l'étude montre que le niveau de la modernisation du secteur bancaire algérien reste faible par rapport à nos voisins Tunisiens et Marocains

En fin, les résultats de l'enquête montrent que certains lois et textes réglementaires défavorisent le financement et pénalise l'acte du banquier, ce qui affirme notre dernière hypothèse, H4 : la réglementation algérienne freine le processus de financement de l'économie.

4. Bibliographie

1. Algérie Presse Service. (2020). Economie. Consulté le Avril 3, 2021, sur aps (Algérie Presse Service): <https://www.aps.dz/economie>
2. Álvarez, A. M. (2010, October). Rentierism in the Algerian economy based on oil and natural gas. *Energy Policy*, 38(10), 6338–6348.
3. Andersen, C. L. (2017, Mars). Repenser le PIB : Il est peut-être temps de concevoir un nouvel indicateur du bien-être économique avec moins d'imperfections. (M. Primorac, Éd.) *FINANCES & DÉVELOPPEMENT*, 54(1), pp. 16-19.
4. Banque Centrale de Tunisie. (2021, Juin). Rapport Annuel 2021. (Banque Centrale de Tunisie) Consulté le Mai 20, 2022, sur bct (Banque Centrale de Tunisie): https://www.bct.gov.tn/bct/siteprod/documents/RA_fr.pdf
5. Banque Centrale du Maroc. (2020, Décembre 31). Bilan des banques conventionnelles. Consulté le Mai 20, 2022, sur bkam (BANK AL-MAGHRIB): <https://www.bkam.ma/Statistiques/Statistiques-sur-le-secteur-bancaire/Bilans-agreges/Bilan-des-banques-conventionnelles?month=12&year=2020&block=010eb7cbde5c48a0b6c8bb6a4ed8ba01>
6. Banque d'Algérie. (2022). Bulletins Statistiques Trimestriels. Consulté le Avril 23, 2022, sur bank of algeria: https://www.bank-of-algeria.dz/html/bulletin_statistique_FR.htm
7. Bazizi, Y. (2021). Consulté le Avril 12, 2022, sur ONS (Office National des Statistiques): <https://www.ons.dz/IMG/pdf/CNT2T2021.pdf>

8. Bekolo, C., Etoundi Eloundou, G., & Montalieu, T. (2007). *La microfinance contemporaine: Mutations et crises*. Mont-Saint-Aignan, France: Presses universitaires de Rouen et du Havre.
9. Benia Sabrina, MAHI Zakaria. (2022, Septembre). The impact of foreign trades policies on the balance of payments, a case study of Algeria during the period 1995-2020. *Journal of Economic Finance and Business* , 07 (02), pp. 349-364.
10. Benslimane, H., & Bakreti, L. (2017, Septembre 1). Evaluation du système bancaire de l'Algérie : de la répression à la libéralisation financière. *Revue finance et marchés*, 4(2), pp. 280-307.
11. Direction Générale des Douanes. (2022). *Rapports périodiques*, Direction Générale des Douanes. Consulté le Mars 19, 2022, sur Direction Générale des Douanes: https://www.douane.gov.dz/spip.php?rubrique200&lang=fr&debut_affichage_wide=0#pagination_affichage_wide
12. Direction générale du Trésor. (2021, Octobre 13). *ALGÉRIE: Indicateurs et conjoncture*. Consulté le Mars 7, 2022, sur Direction générale du Trésor - economie.gouv: <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/DZ/indicateurs-et-conjonctures>
13. Doumbia, S. (2011). Surliquidité bancaire et « sous-financement de l'économie », Une analyse du paradoxe de l'UEMOA. *Revue Tiers Monde*, 1(205), pp. 151-170.
14. Fonds Monétaire International [FMI]. (2013). *Réserves internationales et liquidité en devises : Directives d'emploi du formulaire type de déclaration des données*. (S. I. international, Trad.) Washington, U.S.A: International Monetary Fund.
15. Fontanel, J. (2020, Octobre 20). (H. o. science, Éd.) Consulté le Juillet 16, 2021, sur hal univ-grenoble-alpes: <https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02972830/document>
16. Juene afrique. (2022). *L'Algérie va (enfin) s'engager dans la digitalisation bancaire*. (Juene afrique) Consulté le Septembre 15, 2022, sur Juene afrique: <https://www.jeuneafrique.com/1266244/economie/finance-lalgerie-va-enfin-sengager-dans-la-digitalisation-bancaire/>
17. La Banque mondiale. (2022). *Formation brute de capital fixe (\$ US courants) - Algeria*. Consulté le Mai 2, 2022, sur Données Banque Mondiale: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NE.GDI.FTOT.CD?end=2020&locations=DZ&start=2010>
18. La Banque mondiale. (2022). *Les données ouvertes de la Banque mondiale*. Consulté le Mai 2, 2022, sur Données Banque mondiale: <https://donnees.banquemondiale.org/>
19. La Banque mondiale. (2022). *PIB (\$ US courants) - Algeria*. Consulté le Mai 2, 2022, sur Données Banque Mondiale: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD?locations=DZ>
20. La Banque mondiale. (2022). *PIB (en unités de devises locales courantes) - Algeria*. (La Banque mondiale) Consulté le Mai 20, 2022, sur Données banque mondiale: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CN?end=2021&locations=DZ&start=2019>
21. La Banque mondiale. (2022). *PIB (en unités de devises locales courantes) - Morocco*. Consulté le Mai 20, 2022, sur Données banque mondiale: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CN?locations=MA>
22. La Banque mondiale. (2022). *PIB (en unités de devises locales courantes) - Tunisia*. Consulté le Mai 20, 2022, sur Données banque mondiale: <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CN?end=2021&locations=TN&start=2015>

Analyse du secteur bancaire algérien : un secteur mal-développé, dans une économie à fort besoin de financement

23. La Banque mondiale. (2022). PIB (en unités de devises locales courantes) - Tunisia. Consulté le Septembre 7, 2022, sur Données banque mondiale:
<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CN?end=2021&locations=TN&start=2014>
24. La Banque mondiale. (2022). Total des réserves sans l'or (\$ US courants) - Algeria. (La Banque Mondiale) Consulté le Mai 2, 2022, sur Données Banque Mondiale:
<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/FI.RES.XGLD.CD?end=2020&locations=DZ&start=2010>
25. M'Bida, A. (2020, septembre 17). crise de liquidités : La banque d'Algérie peut-elle (vraiment) sauver les banques. Consulté le Décembre 29, 2021, sur Jeune-Afrique:
<https://www.jeuneafrique.com/1046017/economie/crise-de-liquidites-la-banque-dalgerie-peut-elle-vraiment-sauver-les-banques/>
26. OPEC. (2022). OPEC Basket Price. (Organization of the Petroleum Exporting Countries) Consulté le Mai 2, 2022, sur OPEC: https://www.opec.org/opec_web/en/data_graphs/40.htm
27. Pétrole en Algérie. (s. d.). Consulté le Mai 2, 2022, sur prix du baril: <https://prixdubaril.com/petrole-index/petrole-algerie.html>
28. Servet, J.-M. (2006). Banquiers aux pieds nus: la microfinance. Paris, France: Odile Jacob.